PNUD Togo Newsletter

Au service des peuples et des nations

N° 19 – Mars 2018

JOURNEE INTERNATIONALE DES DROITS DE LA FEMME : L'HEURE EST VENUE….

La journée internationale des droits de la femme a été également célébrée au Togo. Diverses manifestations ont eu lieu sur l'ensemble du territoire pour magnifier le travail de la femme mais aussi appeler à plus d'égalité, de dignité et de respect pour ces millions de femmes et de filles qui subissent toujours la violence sous diverses formes. Il est temps de poser des actes concrets à leur égard est le mot d'ordre cette année : **« L'heure est venue : les activistes rurales et urbaines transforment la vie des femmes ».** Au Togo, le gouvernement a ajouté un thème qui invite les femmes à s'intéresser également à la chose publique. Le personnel féminin du PNUD n'a pas été non plus du reste.

''Veillons à ne laisser aucune femme derrière''-Achim Steiner. Une potière dans le village de Bolou, Sud Togo. Photo : Emle Kenkou

« Aujourd'hui, nous célébrons les militantes qui travaillent inlassablement pour « défier le patriarcat » et nous exhortent à assurer l'égalité des droits pour les femmes » a déclaré Achim Steiner, Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Pour lui, « **L'heure est venue** : de mettre fin au harcèlement sexuel et à la violence (…) ; à la violence envers les femmes ; de promouvoir la participation politique des femmes ; de réduire l'écart salarial entre hommes et femmes ; d'assurer l'égalité des chances pour les femmes rurales ; de célébrer les activistes qui luttent pour l'égalité et les droits des femmes. »

Les femmes donnent un élan au changement porté par les promesses de l'agenda 2030 et des Objectifs de développement durable.

« Ces 17 objectifs — la fin de la pauvreté, la croissance équitable et l'éducation de qualité pour tous — sont étroitement liés, et leur réalisation passera inéluctablement par l'égalité entre les sexes. Aussi avons-nous tous un rôle à jouer pour soutenir l'autonomisation des femmes, dans leurs foyers, dans nos communautés—et au travail. » a-t-il dit

En faisant de l'égalité et de l'agenda 2030 une réalité, nous pouvons veiller à ce qu'aucune femme ne soit laissée pour compte.

Au Togo, les femmes sont décidées à relever les défis de leur participation à la gouvernance publique. Le gouvernement, à travers le Ministère de la femme et des actions sociales, a choisi de marquer cette journée autour du thème : 'la participation de la femme à la gouvernance publique : engagement et défis'. Soutenu par les Nations Unies dans la réalisation de l'ODD 5, une conférence publique a été organisée au profit des femmes de toute obédience. Objectif, les accompagner et les impliquer davantage dans les actions publiques, principalement dans le domaine politique en vue d'accroitre leur niveau de représentativité dans les sphères de prise de décision. A l'Assemblée nationale, elles ne sont que 17 député femmes sur les 91 que compte l'hémicycle.

Mme Dagban Zonvidé, la 3ème vice-présidence a lancé un appel du cœur à ces milliers d'entre elles présentes au cours de ces assises. De sonn côté, Mme Blewoussi Ablavi Amouzou, la seule femme Préfet et Maire du pays a partagé son expérience. « La femme maire a d'énormes responsabilités : en tant que femme, épouse et par sa fonction. Elle porte sur elle le fardeau de toute la commune et au-delà. J'assume mon leadership en toute liberté et par mon travail ; » a-t-elle dit.

2018 représente une année électorale pour le pays et l'on espère une forte participation des femmes aux scrutins législatifs et locaux. Selon le Directeur de la décentralisation, M. Pahorkosiki Touh, ''les femmes doivent saisir cette opportunité, aidées en cela par le gouvernement et les acteurs politiques. Elles doivent se battre pour prendre la place qui est la leur au sein de la société togolaise. Il faut briser les tabous et s'engager dans les sphères de prise de décisions » a-t-il conclu.

Le personnel du PNUD au Togo n'a pas voulu se faire compter l'évènement. Sous la houlette de l'équipe focale genre, présidée par Mactar Fall, le Représentant résident adjoint, cette journée a été l'occasion pour l'ensemble du bureau de rappeler les engagements pris lors de la dernière retraite : permettre au PNUD Togo d'atteindre la Certification Gender Equality Seal.

Photo de famille de tous les membres du personnel du PNUD

Cette célébration a été particulière. Les hommes ont été choisis pour se partager les paragraphes du message de l'Administrateur du PNUD et le déclamer sous une forme poétique appelant à l'action. Des roses ont été ensuite remises à chacune des membres du staff par le Représentant résident adjoint, Mactar Fall. Coïncidence heureuse, l'économiste nationale, Jeanne Bougonou fête son anniversaire le 08 mars. C'est d'ailleurs elle qui a délivré le message au nom de ses consœurs pour marquer cette date.

« Si nous, nous nous sommes réunis ce jour ici, ce n'est pas pour entendre de belles paroles ou pour nous apitoyer sur le sort de la FEMME. Cette journée n'est pas non plus celle de la négociation où la FEMME serait en position de faiblesse.

Le message de l'Administrateur du PNUD ainsi que les belles roses offertes aux femmes du bureau sont le rappel de ce que la FEMME représente pour l'HUMANITE. C'est un appel à l'action pour plus d'équité et d'égalité pour la VIE et pour l'HUMANITE.
Car nous FEMME, sommes la VIE
Nous FEMME, donnons au monde son HUMANITE
Nous FEMME, avons des atouts physiques, biologiques et émotionnels qui font de nous LE CREUSET DE L'HUMANITE, DE LA PAIX, DU BONHEUR SUR TERRE et je dirai même, qui amènent les hommes au ciel, pour ceux qui croient au PARADIS.
Une des phrases qui ne souffre d'aucune contestation quel que soit la croyance est « HOMME ET FEMME, IL LES CREA »
Chers collègues, chers amis, chers fils, chers frères, chers époux, nous sommes, HOMME ET FEMME CO-CREATEUR DE L'HUMANITE ! »

LES AXES STRATEGIQUES DU PROCHAIN UNDAF VALIDES

L'Équipe de Pays du Système des Nations Unies du Togo a validé dans le cadre du processus d'élaboration du Plan-cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PNUAD ; UNDAF en anglais) 2019-2023, le projet d'axes stratégiques qui cadrera la contribution du système des Nations Unies aux priorités nationales de développement.

Vue partielle des participants à la validation des axes stratégiques de l'UNDAF. Photo : Yem Ahiatsi.

Ce projet est le produit de la retraite de priorisation stratégique qui s'est tenue du 14 au 16 février 2018. Ces assises ont essentiellement rendu possible la définition des objectifs et cibles prioritaires de la contribution des Nations Unies aux priorités nationales de développement en se basant sur les résultats du Bilan Commun de pays (BCP) et de l'évaluation finale de l'UNDAF 2014-2018.

En effet, l'Équipe de pays du SNU au Togo, avec la participation active de ses partenaires nationaux de développement (Gouvernement, société civile, secteur privé) a entamé en mars 2017 le processus d'élaboration du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement couvrant la période 2019-2023. Ce processus comprend trois étapes principales à savoir l'évaluation finale du Plan-cadre 2014-2018 finissant, le Bilan commun de pays et l'exercice primordial de la Planification Stratégique mais a aussi nécessité de nombreuses réunions de consolidation des documents réalisés.

Le présent processus d'élaboration du Plan-cadre témoigne de la volonté du SNU au Togo de cadrer parfaitement ses interventions au niveau pays sur les priorités de développement. Certes l'actuel projet de cadre d'axes stratégiques a été préparé conjointement avec le gouvernement togolais avec la participation des partenaires nationaux, mais « il faut se préparer à être flexible parce que l'UNDAF doit absolument être aligné sur le Plan National de Développement (en cours d'élaboration par le Gouvernement togolais, NDLR) » a prévenu le Coordonnateur Résident du SNU Togo, Mme Khardiata Lo N'Diaye.

L'évaluation finale de l'UNDAF 2014-2018 et le Bilan commun de pays complet ont été réalisés simultanément avec les concours des consultants Dr Oleh KAM secondé par Dr Kpati AGUEY, Koffi TEKOU, et Koassi ASSOGBA pour l'évaluation finale de l'UNDAF et Luc VALIQUETTE pour la réalisation du BCP. Les rapports ainsi produits ont été validés par le Gouvernement togolais et l'Équipe de pays du SNU Togo et ont servi à alimenter l'exercice de Planification Stratégique dans la définition des cibles prioritaires du prochain Plan-cadre.

Le bilan commun de pays complet (BCP) est un instrument commun au système des Nations Unies. Il permet d'analyser la situation en matière de développement dans le pays et d'identifier les problèmes clés de développement à la lumière des objectifs de développement durable et des obligations découlant des traités. La retraite d'élaboration du BCP qui s'est déroulée du 30 octobre au 3 novembre 2018 à l'hôtel Novela Star d'Avepozo permis de disposer des données sur le contexte national de développement, notamment sur la situation par rapport aux objectifs de développement durable (ODD).
L'évaluation finale indépendante de l'UNDAF est un exercice qui illustre la nécessité de rendre compte des résultats obtenus par la mise en œuvre de l'UNDAF, de déterminer les résultats obtenus par les agences du SNU en contribution aux priorités nationales de développement et à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) afin de formuler les recommandations pour maximiser la performance du SNU durant le prochain cycle du Plan-cadre.

GESTION DE L'ENVIRONNEMENT, LE PNUD OFFRE DU MATERIEL ROULANT A L'ANGE

15 motos tout-terrain, ont été offertes ce jeudi 8 mars 2018 par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au ministère de l'Environnement et des ressources forestières. Ce don est destiné à l'Agence nationale de gestion de l'environnement (ANGE). Prévu dans le projet de renforcement des capacités nationales et décentralisées de gestion de l'environnement (clôturé en novembre dernier) les clés des motos ont été remises au ministre de l'environnement, André Johnson par le Représentant adjoint du PNUD au Togo, Mactar Fall.

Après avoir remis symboliquement une des clés des motos au Ministre Johnson (au centre) , M. Fall félicite le Directeur de l'ANGE. Photo : Emile Kenkou

Ces engins vont permettre aux points focaux de l'Agence de disposer de moyens de déplacement et de mobilité dans leurs missions de suivi des actions décentralisées de gestion de l'environnement dans les villages et communes du pays.

Le Projet Renforcement des Capacités Nationales et Décentralisées de Gestion de l'Environnement (PRCNDGE) est une initiative du gouvernement du Togo qui a bénéficié de l'appui technique et financier du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM).

L'une de ses trois composantes est relative à l'amélioration de la prise de conscience et l'engagement à long terme pour la gestion décentralisée de l'environnement. Il s'agit d'une composante qui cible en priorité un public plus large, particulièrement les autres acteurs sociaux qui jouent un rôle important dans la préservation de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles. Il est cofinancé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), le PNUD et le Gouvernement du Togo pour un montant d'un million sept vingt mille (1.720.000) Dollar US.

JEUNESSE, PAIX, SECURITE ET DEVELOPPEMENT DURABLE : l'UNDESA A L'OEUVRE

Une cinquantaine de jeunes issus d'organisations de la société civile de Lomé dirigées par des jeunes ont bénéficié de 3 jours de sessions de formations dirigées par les experts du Département des Affaires Économiques et Sociales des Nations Unies (UNDESA) avec l'appui du Système des Nations Unis (SNU) et du gouvernement. L'objectif est de permettre aux participants de faire valoir la position des jeunes dans l'élaboration et la reformulation des politiques sociales et de développement durable à l'endroit des jeunes avec des retombées positives sur la paix et la sécurité.

Photo de groupe des participants au séminaire de formation. Photo : Emile Kenkou

« C'est une plateforme importante d'échange sur les approches et les initiatives qui visent à renforcer la résilience des jeunes, leur inclusion et leur participation dans la prise de décision et la

conception de politiques, notamment en matière de consolidation de la paix. C'est aussi l'occasion de présenter la vision et l'action des différents acteurs en matière de capitalisation sur le potentiel des jeunes dans la prévention des conflits et l'instauration de la paix. » a souligné le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Togo, Mme Khardiata Lo N'Diaye.

vue partielle des participants à l'atelier

La série de formation démarrée par l'étape de la région maritime ce jeudi 1er mars et ce pour quatre jours, devra permettre de renforcer les capacités de 250 jeunes leaders au total sur la question de la jeunesse, de la paix et de la sécurité en lien avec les objectifs de développement durable (ODD).

Plusieurs thématiques seront développées à savoir la résolution 2250 du Conseil de Sécurité de l'ONU sur la jeunesse, la paix et la sécurité dans le contexte du Programme de Développement Durable, la prévention de la violence, de la radicalisation et extrémiste violent, l'emploi des jeunes : Défis et opportunité dans l'agriculture.

Pour Mme Alcinda Honwana, conseillère inter-régionale à UNDESA, l'atelier devrait permettre d'intégrer et de prendre en compte la position des jeunes dans l'élaboration ou la reformulation des politiques sociales à leur endroit avec des retombées positives sur la paix et la sécurité.

'Cet atelier constitue une plateforme importante d'échange sur les approches et les initiatives qui visent à renforcer la résilience des jeunes, leur inclusion et leur participation dans la prise de décision et la conception de politiques', a-t-elle indiqué.

Toutefois, ses assises constituent avant tout un forum de discussion entre les jeunes et des participants issus du Ministère du développement à la base, de l'artisanat et de l'emploi des jeunes, du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), du Centre Régional des Nations Unies pour la Paix et le Désarmement en Afrique (UNREC) ; somme toute, les partenaires nationaux les plus engagés dans la conception et mise en œuvre de politiques concernant la jeunesse togolaise.

Cet atelier de formation des jeunes est la toute première d'une série qui s'étendra sur toute l'étendue du territoire au cours de l'année 2018. Il fait partie du projet « Contribution des Jeunes à la Paix et la sécurité dans le contexte du Programme de Développement Durable » qui opérationnalise la résolution 2250 adopté en 2015 par le Conseil de Sécurité ; lequel invite les états à reconnaitre l'apport des jeunes en tant qu'agents de changement, de même que la nécessité de les inclure dans les questions liées à la promotion de la paix et de la sécurité au sein de la société.

Le représentant de ministre de la Jeunesse, s'est réjoui de la présente session. « Cette formation des jeunes vient en complément des actions entreprises sur le terrain par les pouvoirs publics visant à engager les jeunes dans l'exercice effectif d'une citoyenneté active dans la perspective du développement durable » a-t-il dit.

En effet, la population mondiale entre 15 et 24 ans représente près de 1,3 milliards d'individus. Ceux-ci doivent êtres les principaux contributeurs à la pérennisation de la paix ainsi que la mise en œuvre de l'Agenda 2030 dans l'atteinte des objectifs de développement durable. De fait, l'objectif ultime de ce projet initié par la Division des Politiques Sociales et du Développement Social de l'UNDESA est de « favoriser l'émergence chez les jeunes d'une citoyenneté active basée sur l'enracinement des valeurs républicaines, la promotion des droits humains et attachés aux principes de l'inclusion et la responsabilisation. » comme l'a souligné le représentant du Ministre de la jeunesse.

Ce projet est d'autant plus pertinent pour l'Afrique en général et le Togo en particulier dans le contexte socio-politique actuel caractérisé par les conflits armés, la violence et la radicalisation qui sont autant de facteurs menaçant les efforts de développement durable sur le continent et dans le monde.

Mme Khardiata Lo N'Diaye, en qualité de Coordonnateur Résident du SNU Togo a réaffirmé l'engagement de toute l'équipe des Nations Unies au Togo à « poursuivre son appui au projet durant toute la période de sa mise en œuvre car elle ne cessera jamais de lutter pour l'avancement de sociétés pacifiques, justes et inclusives. »

La table d'honneur. On reconnait Mme Alcinda Honwana (au centre) et le Directeur des jeunes à sa droite. Photo : Emile KENKOU

Ce bulletin est produit par l'Unité Communication du Programme des Nations Unies pour le développement au Togo

Textes, photos et Conception : Emile KENKOU, Chargé de Communication
Contribution : Yem AHIATSI, VNU, Chargé de Communication au Bureau du Coordinateur Résident

Pour toute information et suggestions, contactez nous :

E-mail : regystry.tg@undp.org / Site web : **www.tg.undp.org**